

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 09/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETS ROBERT HETTIER**

quai de la Moselle  
76600 Le Havre

Références : 20250912\_Hettier\_VI  
Code AIOT : 0005803443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement ETS ROBERT HETTIER implanté QUAI DE LA MOSELLE 76600 Le Havre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du site HETTIER, quai de la Moselle au Havre, a été réalisée de matière inopinée le vendredi 12 septembre 2025. Elle visait à faire le contrôle de l'état des installations et des stocks de déchets entrant et sortant sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS ROBERT HETTIER
- QUAI DE LA MOSELLE 76600 Le Havre
- Code AIOT : 0005803443
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HETTIER exploite sur son site du Havre une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux (récupération de métaux principalement). L'exploitant détient également un agrément pour une installation de broyage de déchets non dangereux (2018) et de démantèlement de véhicules hors d'usage (2017).

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	AP Complémentaire du 25/01/2024, article 2 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	AP Complémentaire du 25/01/2024, article Article 2 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.3.2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.7.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article Article 1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	e			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	AP Complémentaire du 25/01/2024, article Article 2 de l'annexe 1	Sans objet
7	Collecte des effluent liquides	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.2.8	Sans objet
8	Collecte des effluent liquides	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.2 .7	Sans objet
9	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 6.2.2	Sans objet
10	Principes de gestion	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 5.1.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée du 12 septembre 2025 n'a pas mis en évidence de non conformité majeure à la réglementation applicable aux installations du site. Les différents constats réalisés conduisent l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant :- la réfection d'une zone de béton très endommagée sur la parcelle historique au Sud- le transfert des terres excavées présentes sur la parcelle Nord vers une installation autorisée pour la réception d'un tel déchet et la mise en place d'une procédure visant à refuser ce type de déchet dès maintenant- le respect de la hauteur de stockage de deux mètres pour les déchets combustibles sur la parcelle Nord- la mise sur rétention conforme des fûts d'huile et de l'additif pour gazole- un plan d'action pour mettre le volume du bassin de rétention de la parcelle Nord en conformité avec l'étude des dangers de 2018- un plan d'action pour la mise en conformité des installations vis à vis des nuisances sonores selon les résultats de la mesure de bruits du 26 août 2025- l'évacuation rapide des bennes et caisses, palettes de batteries stockées sur le site au delà de 20 tonnes- des éléments pour mettre à jour sa situation administrative.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/01/2024, article 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b>  Le site de la société HETTIER est constitué de deux parcelles séparées par la Chaussée de la Moselle : la parcelle dite "historique" au Sud et la parcelle de l'extension au Nord. L'installation de broyage des métaux est installée sur la parcelle historique. La parcelle historique est bétonnée sur toute sa surface et est équipée d'un réseau de collecte des eaux pluviales ; ces eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de rétention en béton. Une pompe de reprise, asservie à une mesure de niveau dans le bassin, envoie ces eaux pluviales vers un débourbeur-déshuileur et ensuite vers le bassin Despujols. Une vanne d'isolement est implantée en bordure de clôture à la sortie du débourbeur-déshuileur.  Les zones de stockage sont compartimentées à l'aide de blocs béton empilables. Les déchets de ferraille et résidus de broyage font l'objet d'une gestion et d'un tri. Le sol bétonné aux abords des installations est dans un état de propreté correct, au regard des activités de l'entreprise. Au cœur des installations, à proximité du broyeur, une zone de béton d'environ 10 m <sup>2</sup> est fortement dégradée avec la présence d'un trou d'une profondeur estimée de 25 à 30 cm en son centre : un risque de transfert de pollution vers le sous-sol est possible. L'exploitant a déclaré que cette zone était fortement sollicitée par les installations de broyage, la chute au sol des résidus de broyage et la circulation des engins d'exploitation. Il a également précisé que des campagnes régulières de réfection du béton étaient organisées. L'eau dans le bassin de rétention était exempte de matières flottantes : ni papiers, ni plastiques en surface. La parcelle Nord est également bétonnée sur toute sa surface et est équipée d'un réseau de collecte des eaux pluviales vers un bassin de rétention, non visible en raison de la présence de plaques métalliques sur toute sa surface. Par gravité, les eaux pluviales collectées s'écoulaient vers un débourbeur-déshuileur puis le bassin Despujols. Aucune dégradation du sol n'a été constatée. Les abords du site, de part et d'autre de la Chaussée de la Moselle, étaient propres et sans dépôt visible de déchets industriels banals. L'exploitant a déclaré faire régulièrement du nettoyage de ces zones en raison des envols possibles depuis les zones de stockage, mais aussi et surtout en raison de dépôts sauvages réguliers à l'entrée de ses installations.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de remettre en état la zone dégradée de la dalle bétonnée, à proximité du broyeur, dans un délai d'un mois. Plus largement, l'inspection demande à l'exploitant d'intervenir rapidement pour toute dégradation remettant en cause l'étanchéité de la zone bétonnée, afin de protéger le sous-sol de toute infiltration d'eau de ruissellement issue de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/01/2024, article Article 2 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stocks de la partie Nord (extension)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La quantité de déchets entreposés ne doit pas dépasser les grandeurs suivantes : pour l'extension :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- métaux (y compris ferrailles) : 600 tonnes ;</li> <li>- déchets du bâtiment et des travaux publics : 50 tonnes ;</li> <li>- bois : 50 tonnes ;</li> <li>- papiers et cartons : 50 tonnes ;</li> <li>- plastiques : 25 tonnes.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Les stocks présents, le jour de l'inspection, sur la partie Nord du site étaient conformes avec les prescriptions de l'arrêté d'après les estimations réalisées par les inspecteurs. Après le tri des déchets industriels banals, des lots sont constitués dans différentes alvéoles de stockage pour notamment les papiers et cartons, des ferrailles, le bois à broyer et le bois broyé.</p> <p>Deux alvéoles au Nord Ouest de la parcelle contiennent des terres dont la provenance n'était pas identifiée. En raison du caractère inopiné du contrôle, les inspecteurs n'ont pas exploré les circonstances dans lesquelles ces terres ont été acceptées sur site, mais ils rappellent que la réception de terres excavées est soumise à la réglementation ICPE au titre de plusieurs rubriques pour lesquelles l'exploitant ne dispose pas d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration. Les terres excavées ne doivent donc pas être acceptées sur site.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évacuer les terres stockées vers une installation autorisée pour la prise en charge de terres excavées. L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place une procédure de refus des terres excavées à l'arrivée sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 3 : Infrastructures et installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.3.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments et locaux
--

**Prescription contrôlée :**

[...] Un mur coupe-feu de degré 2 heures est construit en limite de propriété Ouest de l'extension. Ses dimensions minimales sont les suivantes :

- longueur 68 mètres
- hauteur : 2 mètres
- épaisseur : 0,2 mètre

Le bois et les matières combustibles stockées en plein air sont divisés en îlots limités de la façon suivante :

- 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup>
- 2) hauteur maximale de stockage : 2 mètres maximum
- 3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux limites de propriété, ainsi que par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture des bâtiments.

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, les hauteurs de stockage des îlots de déchets industriels banals à trier, de bois broyé et de cartons et papiers étaient supérieures à 2 mètres. Les surfaces des îlots de stockage du bois et des matières combustibles ainsi que les distances entre îlots étaient conformes à la prescription.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 7.3.2 et de ne pas stocker au-delà de la hauteur de 2 mètres pour les matières combustibles.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 15 jours
---

**N° 4 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/01/2024, article Article 2 de l'annexe 1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stocks de la partie Sud (site historique)
--

**Prescription contrôlée :**

La quantité de déchets entreposés ne doit pas dépasser les grandeurs suivantes :

Pour le site historique : [...]

- métaux (y compris ferrailles) : 600 tonnes ;
- déchets du bâtiment et des travaux publics : 0 tonne ;
- bois : 20 tonnes ;
- papiers et cartons : 0 tonne ;
- plastiques : 0 tonne ;

- résidus de broyage : 61 tonnes. »
<b>Constats :</b>  Les déchets entreposés sur la parcelle historique répondent à la prescription contrôlée et sont constitués pour une très grande majorité de déchets métalliques. L'estimation du tonnage de métaux stockés est difficile à réaliser avec précision ; les alvéoles constituées sont partiellement remplies et l'ilotage est en place. Aucun sur-stockage flagrant n'a été décelé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
<b>Constats :</b>  Dans la zone de démantèlement des véhicules hors d'usage, les différents containers de récupération des fluides sont positionnés sur rétention. A l'intérieur du bâtiment de stockage des métaux : - un container d'aditif azoté pour véhicule à moteur est positionné sur un châssis non équipé d'une rétention individuelle ; - trois fûts d'huile sont stockés sur une même palette posée au sol sans rétention ; - quatre fûts d'huile sont positionnés sur une palette qui est elle-même posée sur trois fûts sur une rétention : la rétention est dimensionnée pour quatre fûts uniquement. Aucun liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol n'a été observé au niveau de la parcelle Sud.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une rétention sous le container d'additif azoté et de stocker les fûts d'huile sur rétention d'un volume minimal de 50% de la capacité totale des fûts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.7.8
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (incendie...) déversement d'eaux polluées (y compris eaux d'extinction et de refroidissement) dans le milieu naturel.</p> <p>Un bassin de confinement doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Suite à un incendie, la reprise d'activité ne peut être effectuée qu'après vidange du bassin de confinement et traitement des effluents. La capacité de rétention doit être adaptée au risque à couvrir ; en tout état de cause elle doit être supérieure à 100 m<sup>3</sup>. Ce bassin peut être le même que celui cité au 4.2.7 .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un bassin de rétention au Sud (parcelle historique) d'un volume de 106 m<sup>3</sup> et au Nord (extension) d'un bassin de rétention de 180 m<sup>3</sup>. Ces volumes transmis par l'exploitant figurent dans les plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'étude des dangers du dossier de 2008 pour la régularisation de l'exploitation de la parcelle Nord</li> <li>- du complément de l'étude des dangers de 2018 pour la parcelle historique</li> </ul> <p>Le résultat du calcul du volume du bassin de la parcelle Sud, réalisé le jour de la visite d'après les dimensions du bassin, est cohérent avec le volume déclaré de 106 m<sup>3</sup>. Pour le bassin de la parcelle Nord, non accessible, des éléments justificatifs du volume du bassin sont attendus.</p> <p>L'étude des dangers du dossier de janvier 2008 précise un débit d'extinction nécessaire de 60 m<sup>3</sup>/heure pendant deux heures, soit 120 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction, auxquels il faut ajouter 34 m<sup>3</sup> de volume d'eau lié aux intempéries. Le volume total à retenir en cas d'incendie est compatible avec le volume de 180 m<sup>3</sup> du bassin de la zone Nord.</p> <p>Pour la zone historique Sud, le calcul du volume d'eau nécessaire pour l'extinction conduit à 60 m<sup>3</sup>/heure (volume minimal à prendre en compte dans un calcul de type D9 dimensionnement des besoins en eau) dans le dossier de 2018. Le calcul du volume d'eau à retenir, selon le D9A, aurait dû être de 120 m<sup>3</sup> pour 2 heures auxquels s'ajoutent les 69 m<sup>3</sup> d'eau issue des intempéries : soit un volume global de 189 m<sup>3</sup>. Le bassin de rétention de la parcelle historique, avec un volume de 106 m<sup>3</sup>, est insuffisant à contenir les eaux issues d'un incendie sur la parcelle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant des éléments justifiant du volume de 180 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention de la parcelle Nord.</p> <p>L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant un plan d'action visant à</p>

mettre en cohérence le volume du bassin de rétention de la parcelle Sud avec le besoin en eau en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Collecte des effluent liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux traitées par débourbeur-déshuileur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux traitées par débourbeur-déshuileur dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : - MES : 30 mg/L - Hydrocarbures : 5 mg/L
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à la suite de la visite les analyses d'eaux en sortie du site du 29 mars 2023 et 10 juillet 2024. Les matières en suspension (MES) étaient conformes à la prescription avec des valeurs de 19 et 11 mg/L. Pour les hydrocarbures, le constat est le même : l'indice est de de 1.6 mg/L en 2023 et 4.1 mg/L en 2024. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant était dans l'attente du retour des analyses pour le prélèvement effectué en début de semaine (analyse année 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Collecte des effluent liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.2 .7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement des aires imperméabilisées au sol
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de ruissellement des aires imperméabilisées au sol sont collectées dans un bassin de rétention d'une capacité de 180 m <sup>3</sup> . Le volume de confinement doit être disponible en toute circonstance. Ces eaux sont traitées par débourbeur-déshuileur. Le dimensionnement du débourbeur-déshuileur est effectué selon les règles de l'Art. Il est régulièrement entretenu (au minimum deux fois par an) et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite, les derniers bons d'intervention de son prestataire pour l'entretien des débourbeurs-déshuileurs et le pompage-nettoyage des bassins de rétention pour l'ensemble du site.

<p>Les débourbeurs-déshuileurs ont été pompés et nettoyés le 30 juillet 2025 et les déchets issus du nettoyage évacués vers une installation autorisée pour la prise en charge de ce type de déchet industriel dangereux. L'inspection des installations classées a pu consulter le bordereau de suivi de déchet dans l'application dédiée Vigiedéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 6.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 70 dB(A) en période de jour</li> <li>-60 dB(A) en période de nuit</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite d'inspection, le rapport de mesure de bruits effectuée le 17 mai 2022. L'exploitant ne disposait pas, le jour de la visite d'inspection, du rapport de la mesure réalisée le 26 août 2025 sur son site.</p> <p>Aucune mesure n'a été effectuée en 2022 en période nocturne : aucune activité n'est exercée sur le site entre 22h00 et 07h00. L'ouverture du site a lieu le matin à 08h00. Aucune zone à émergence réglementée (ZER) n'a été prise en compte, en raison de l'environnement industriel du site et l'éloignement de la première habitation à environ 500 mètres. Quatre points de mesure ont été identifiés : deux sur chaque parcelle.</p> <p>Le résultat de mesure du point n° 1 (parcelle Sud, au niveau de la clôture au sud de la parcelle) est non conforme à la réglementation avec une valeur de 72.0 dB(A) pour 70.0 dB(A) maximum autorisé. Le rapport précise que le dépassement est lié à l'utilisation de la pelle, du broyeur et des chocs métalliques engendrés. Les résultats des trois autres points sont en dessous de 70 dB(A).</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'en cas de non conformité sur un rapport d'analyse, quelle que soit cette analyse, des actions correctives doivent être entreprises et une nouvelle mesure est à réaliser dans un délai court à la suite de ces actions. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le strict respect des trois ans entre chaque campagne de mesure des niveaux de bruit (article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2009).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de la campagne de mesure des émissions sonores effectuée le 26 août dernier, ainsi que son plan d'action en cas de nouvelle non conformité dans le rapport de 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Principes de gestion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 5.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périodicité de l'évacuation des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différentes bennes est réalisé périodiquement par l'exploitant. Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, trois bennes bâchées contenant des batteries étaient en attente d'évacuation vers une installation autorisée, ainsi que plusieurs caisses palettes non protégées des intempéries. Deux bennes sont autorisées au titre de la rubrique ICPE 2718-1 (20 tonnes). L'exploitant a déclaré faire face à des difficultés de prise en charge de la part de son prestataire habituel.</p> <p>L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'identifier une autre installation autorisée pour la prise en charge de ses batteries, pour pouvoir disposer en tout temps d'une solution de secours en cas de stock important.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire évacuer ces bennes vers une installation autorisée dans les plus brefs délais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article Article 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau des rubriques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La situation administrative de l'exploitant a été examinée en détail par l'inspection des installation.</p> <p>L'exploitant est autorisé au titre de la rubrique 2712-2 qui concerne les autres moyens de transports hors d'usage (autres que véhicules terrestres et bateaux de plaisance) suite à sa déclaration d'antériorité. L'activité de démantèlement de véhicules terrestres hors d'usage pour laquelle il a été agréé en 2017 est une activité qui dépend de la rubrique 2712-1 (régime de l'enregistrement) et non de la 2712-2. Le jour de la visite d'inspection, deux véhicules terrestres de type motocyclette étaient en attente de démantèlement. Cette activité ne concerne que quelques véhicules par an. L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite, un contrat établi le 22 avril 2025 avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule".</p> <p>L'exploitant dispose également d'une autorisation au titre de la rubrique 2791-1 pour le broyage de déchets métalliques à raison de 80 tonnes/jour. Cette activité, au delà de 75 tonnes/jour, est</p>

<p>une activité qui dépend de la réglementation IED (directive sur les émissions industrielles) avec la rubrique 3532. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que son installation de broyage ne permettait pas le broyage d'un tel tonnage sur une journée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de clarifier le positionnement de ses activités vis à vis de la rubrique ICPE 2712.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments chiffrés permettant de prouver qu'il ne peut pas broyer plus de 75 tonnes de déchets métalliques en une seule journée. Sans ces éléments, la réglementation dite IED s'applique et l'exploitant devra régulariser sa situation administrative.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>